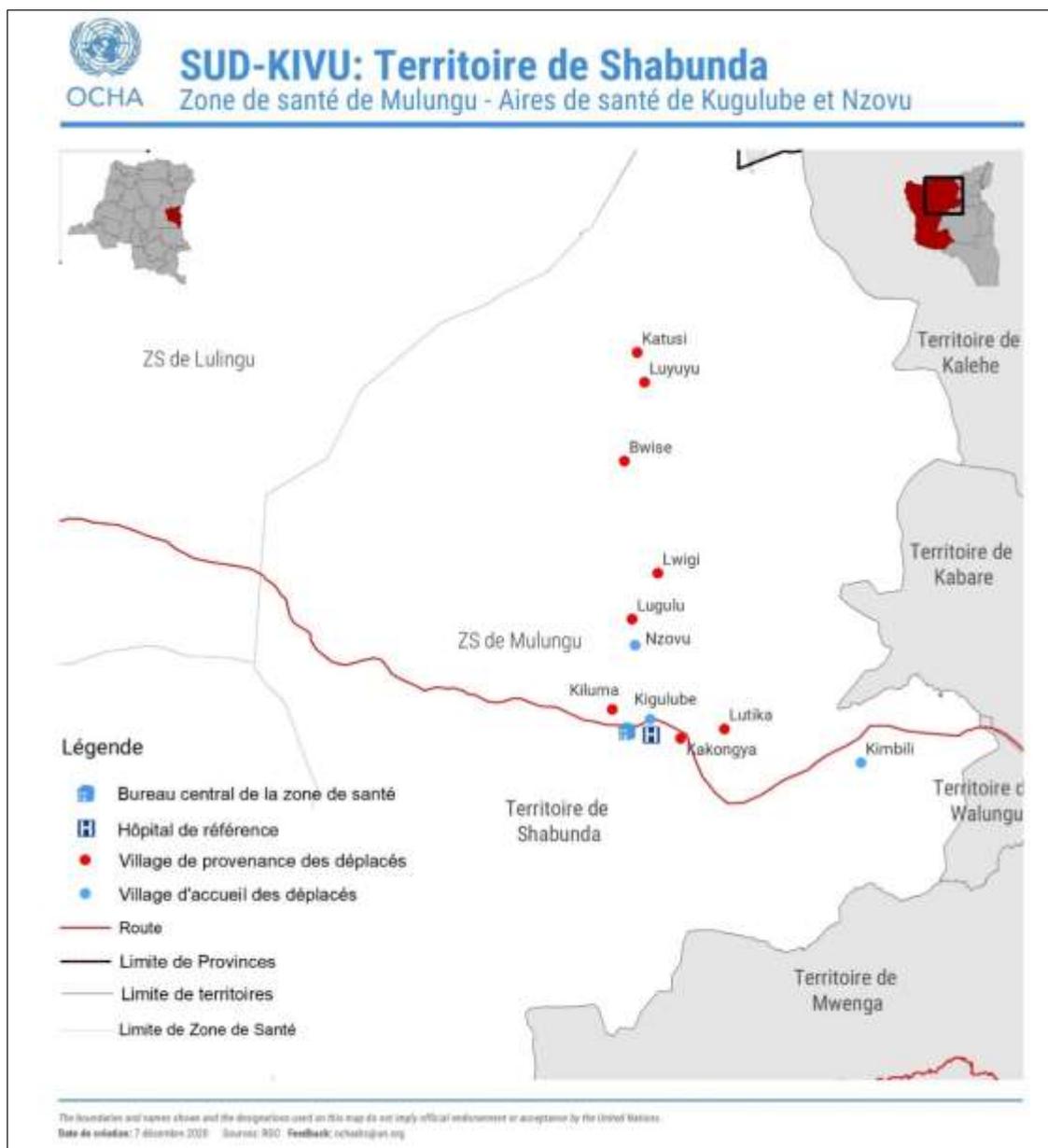


**RAPPORT DE LA MISSION D'ÉVALUATION RAPIDE
ZONE DE SANTE DE MULUNGU, TERRITOIRE DE SHABUNDA, PROVINCE DU SUD-KIVU
DU 30 NOVEMBRE AU 05 DECEMBRE 2020**

Participants à la mission : ONGⁱ internationale ([INTERSOS](#)), ONG nationales ([APDE](#)ⁱⁱ, [Caritas-Kasongo](#), [TPO](#)ⁱⁱⁱ et [ACAD](#)) et Nations Unies ([HCR](#) et [OCHA](#)).





I. Faits saillants

- 8 112 ménages déplacés depuis le début de l'année en cours : 3 104 ménages entre juillet et novembre et 5 008 ménages entre janvier et juin 2020 dans les localités situées sur les tronçons Kigulube – Nzovu et Kigulube – Kimbili (aires de santé de Kigulube et Nzovu).
- Présence des dizaines d'enfants sortis des groupes et milices armés locaux sans encadrement et réinsertion socio-familiale dans les aires de santé de Kigulube et Nzovu.
- L'inaccessibilité routière continue à limiter l'accès humanitaire à 8 112 ménages déplacés dans la zone de santé de Mulungu.

II. Principales recommandations

Domaine/secteur	Recommandation	Responsable de suivi	Niveau d'urgence
Protection général	- Renforcer les capacités des FARDC ^{iv} et PNC déployés dans la zone sur les droits humains et le droit international humanitaire	Cluster protection	Urgent

Domaine/ secteur	Recommandation	Responsable de suivi	Niveau d'urgence
	- Sensibiliser les miliciens Raia Mutomboki (présent dans la chefferie de Bakisi et en particulier dans le groupement de Bamuguba Sud) à rejoindre le processus des accords de Muresa	Autorités	
SGBV ^v	- Sensibiliser et mettre en place des mécanismes communautaires de prévention contre les SGBV ; - Mettre en place des centres de formation professionnelle en faveur des survivantes de violence sexuelle pour leur épanouissement ; - Renforcer les capacités du personnel soignant et animateurs de différentes structures médicales sur les techniques de prise en charge et l'administration des kit PEP ; - Appui en kit PEP en faveur des structures de prise en charge des survivantes se trouvant dans les aires de santé enclavées.	Sous cluster SGBV	Urgent
Protection de l'enfance	- Installation des structures communautaires de base pour la protection de l'enfant et mise en place des clubs de paix.	GTPE ^{vi}	Urgent
LTP ^{vii} et DIC	- Renforcement de capacité des autorités et leaders locaux sur la médiation, résolution des conflits et sur la loi foncière.	Cluster protection	Urgent
Abris, AME, Santé et SECAL	- En appui du projet de Caritas Kasongo (avec FH-RDC), renforcer le paquet d'assistance aux déplacés et leurs communautés hôtes en non-vivres, en vivres et appuyer la relance agricole ; - Appuyer les structures de prise en charge de Kitindi et ses environs en intrants médicaux.	Inter cluster régionale	Urgent
Logistique	- Plaidoyer auprès du cluster logistique et de l'Office de Route pour l'aménagement du tronçon Nyalubemba-Kigulube afin renforcer l'accès humanitaire à environ 8 112 ménages déplacés présents dans la zone de santé de Mulungu. - Plaidoyer pour obtenir des vols humanitaires à destination de Kigulube	Cluster logistique et les autorités	Urgent

III. Localisation et contexte de la zone évaluée

Localisation

La zone évaluée (aires de santé de Kigulube et Nzovu) est située dans la zone de santé de Mulungu, en groupement de Bamuguba-Sud, en chefferie des Bakisi, territoire de Shabunda, dans la province du Sud-Kivu. Kigulube est le chef-lieu du groupement de Bamuguba Sud, l'un de sept groupements que compte la chefferie de Bakisi. Il s'agit d'une zone hétérogène avec la présence des communautés Lega (majoritaire et autochtone), Shi, Bangubangu, Bembe etc.

Contexte

La zone de santé de Mulungu a connu entre février et avril 2020, une recrudescence des activités des milices armées, particulièrement dans sa partie Nord, en dépit des séances de sensibilisations à la démobilisation et au désarmement. Ces activités ont été illustrées par des violences à l'encontre des populations civiles lors des incursions armées dans les villages. Ces violences sont, entre autres, le viol des femmes et enfants, des cas de tortures et des pillages des biens et argent des populations locales etc. Depuis la même période, la zone a aussi été caractérisée par des affrontements entre différentes factions des milices locales dans un objectif, d'une part, de réorganisation de leurs troupes après la reddition d'un des leaders (Ngandu) et d'autre part, suite à la crise de leadership entre les collaborateurs de ce chef de guerre restés dans leurs bastions. Au cours des trois derniers mois (septembre, octobre et novembre), les activités des miliciens Raia Mutomboki ont aussi connu une résurgence dans cette zone de santé, particulièrement dans le groupement de Bamuguba-Sud. Les villages Katusi, Luyuyu, Bwise, Lwigi, Lugulu, Musuku, Ibulungu, Mazi, Kasumba et Kooze situés sur les axes Lubila-Bwangama, Nzovu-Katusi-Luyuyu et Nyakavunga-Byangama ont été les plus affectés. Depuis le début de l'année en cours, les principales incursions suivies des affrontements et de graves violations contre les civils ont successivement été

enregistrées les 04, 06, 15, 17 et 20 février, 02 mars, 08, 26 et 30 avril, 14 juillet, 16 août, 1^{er} septembre et 28 novembre. Ces évaluations font donc suite aux alertes suivantes : # 3619, 3701, 3700, 3407, 3369, 3360, 3307 et 3265

Par ailleurs, les habitants du groupement de Bamuguba Sud s'inquiètent de la présence de certains des anciens éléments des milices démobilisés de la faction de Ngandu dans la communauté dans les villages de Kigulube et périphéries. Ces éléments n'ont bénéficié d'aucun encadrement et ne détiennent aucun document, attestant leur démobilisation. Ils courent ainsi le risque de réintégrer d'autres groupes encore actifs dans la zone. Aussi du fait de la stigmatisation dans la communauté, ces éléments pourraient mettre en place des nouvelles stratégies de défense ; ce qui pourrait replonger une fois de plus cette zone dans une autre forme de crise.

IV. Objectif de la mission et méthodologie

Objectif Général : Actualiser la situation humanitaire dans la zone, particulièrement la protection des personnes déplacées et leurs familles d'accueil		
Objectif spécifique	Résultats	Méthodologie
1. Actualiser la situation de nouveaux mouvements de population	<ul style="list-style-type: none"> Le nombre de nouveaux déplacés et retournés est connu et traité ; Les données sont capitalisées dans la base de données 	<ul style="list-style-type: none"> Contact et entretien avec les autorités administratives et coutumières ; Organisation des focus groups Observation ; Documentation : Vérification et triangulation et traitement des données.
2. Evaluer les besoins humanitaires des déplacés et leurs communautés hôtes	<ul style="list-style-type: none"> Les besoins humanitaires sont identifiés et les indicateurs sectoriels sont partagés avec le groupe de travail réponse rapide et l'Inter cluster régional pour des actions appropriées. 	<ul style="list-style-type: none"> Contact et entretien avec les autorités sectorielles (santé, éducation, Agripel etc) et les comités locaux des bénéficiaires ; Visite ménage et Observation ; Organisation des focus groups ; Traitement et analyse des données.
3. Mener une analyse approfondie sur la protection des civiles	<ul style="list-style-type: none"> Des indicateurs de protection et le nombre de survivantes de violence sexuelle sont ressortis ; Le nombre d'enfants sortis des milices armés et des EAFGA est ressorti et partagé avec les acteurs Des actions appropriées sont identifiées et des recommandations pratiques sont partagées avec les acteurs clés. 	<ul style="list-style-type: none"> Rencontre avec les ONG et structures locales de prise en charge ; Rencontre et échange avec les autorités sanitaires ; Rencontre avec les forces de l'ordre locales ; Mise au point avec la Monusco.

V. Mouvements de populations

Tableau récapitulatif des mouvements enregistrés entre janvier et novembre 2020 :

Nombre de ménages	Lieux de provenance	Lieux de déplacement	Motifs/Causes de déplacement et date	Observation
67 ménages	Musuku, Ibulungu, Mazi, Kooze	Kimbili	Incursion du 28 novembre 2020 par les Raiya Mutomboki Ndarumanga à Musuku et enlèvement consécutif de 8 jeunes en brousse suite à un conflit clanique.	Encore en déplacement
2002 ménages	Lumpumpu, Kampala, Kiluma, Kakongya, Mitala I, Mitala II, Mitala III	Kigulube	Affrontement entre FARDC et Raiya Mutomboki à Mitala le 16 aout 2020	Déplacement pendulaire et retour rapide de tous les ménages dans leurs milieux d'origine.
1035 ménages	Ikeke, Lutika, Lumpumpu, Kiluma, Mitala I, Mitala II, Mitala III, Kakongya	Kigulube	Affrontement opposant les FARDC aux Raiya Mutomboki et suivi des pillages des biens en date du 14 juillet 2020 à Ikeke.	Déplacement de 1 035 ménages arrivés à Kigulube pour une courte durée. Ils sont tous retournés dans leurs milieux d'origine respectifs.
1072 ménages (699 à Nzovu et 373 à Kigulube).	Katenge, Kibila, Luyuyu, Magungu, Katusi, Monika, Lugulu, Bwisse, Makongo I	Kigulube, Nzovu	Affrontements du 25 au 29 mai 2020 entre Raiya Mutomboki et FARDC à Katenge, pillage de biens dans la carrière minière locale et dans le village	Il reste 339 ménages en déplacement dont 237 à Nzovu et 102 à Kigulube.
994 ménages (542 à Nzovu et 452 à Kigulube).	Luyuyu, Katusi, Lugulu, Bwisse, Luigi, Monika, Makongo I, II, Kabilu	Kigulube, Nzovu	Affrontement du 7 mars 2020 entre les factions RM Ngandu et Donat à Monika.	Il reste 406 ménages en déplacement dont 217 à Nzovu et 189 à Kigulube.
722 ménages	Nyakavunga, Kiseku I, II, III, Kasili, Kaligi I,II,III, Kisuku I, II,III, Nyakasana, Mpwe, Mukangi	Kigulube	Affrontement du 06 février 2020 entre les RM Donat et Walike a Nyakavunga, pillage systématique des biens.	Il reste 350 ménages en déplacement.
516 ménages (255 à Kigulube et 261 à Nzovu)	Makutano, Katenge, Magungu, Mugabilo, Mukele, Lokolya, Luyuyu, Katusi, Monika, Luigi, Lugulu	Kigulube, Nzovu	Affrontement du 15 février 2020 entre les RM Kabazimiya et Musolwa a Makutano, pillage des biens civils	Il reste 207 ménages en déplacement dont 96 à Nzovu et 111 à Kigulube.
723 ménages (302 à Kigulube et 421 à Nzovu)	Monika, Luigi, Katusi, Lugulu, Buisse, Makongo I, II, Kansambi	Kigulube, Nzovu	Affrontement du 20 février 2020 entre les RM Walike et Constantin se disputant le contrôle du village Katusi.	276 ménages IDP sont retournés dont 103 de Kigulube et 173 IDP de Nzovu à leurs milieux d'origine.
981 menages (303 à Kigulube et 678 à Nzovu)	Katusi, Monika, Luigi, Lugulu, Buisse, Makongo I, II, Kansambi	Kigulube, Nzovu	Affrontement du 17 février 2020 opposant la coalition RM Donat aux RM Ngandu se disputant le contrôle du village Makongo	326 retournés dont 101 ménages IDP de Kigulube et 225 ménages IDP de Nzovu retournés dans leurs milieux d'origine.

*8 112 ménages : 3 104 ménages entre juillet et novembre et 5 008 ménages déplacés entre février et juin 2020.

*1932 ménages sont retournés à Katusi, Monika, Luigi, Lugulum Buisse, Makongo I, II, Kansambi, Monika, Kiseku...

*Source principale : Comité des déplacés du groupement Bamuguba Sud.

*Sources secondaires : Société civile et la plateforme des ONG locales du groupement Bamuguba Sud.

VI. Besoins humanitaires et limitation aux services sociaux de base

FAITS SAILLANTS ET BESOINS RAPPORTES

Secteur / Décompte		Observations/ recommandations	
Mouvement de population		# IDPS	8112 ménages composés de 40 560 personnes dont 24 013 femmes, 10 300 hommes, 4 321 garçons et 1 926 filles.
		# Retournés	1932 ménages
		Causes déplacement	Violentes incursions répétées des factions Raia Mutomboki dans des villages et carrés miniers ainsi que des affrontements entre certaines de ces factions et entre ces dernières et les FARDC. Violation des droits humains
Pro			

Kigulube est une zone d'accueil des déplacés venus des zones affectées par l'activisme des milices armées Raia Mutomboki. 8112 ménages est le total des ménages déplacés depuis le début de l'année 2020 jusqu'au 05 décembre suite aux incursions, braquages des groupes armés dans des entités et les affrontements qui les ont opposés entre eux et avec les FARDC. Les personnes déplacées ont pris la destination de Kimbili dans le même groupement où elles vivent à présent sans assistance.

Par ailleurs, 1 932 ménages sont retournés dans leurs villages d'origine après un long séjour dans la zone de déplacement à savoir Kigulube. Il s'est agi d'un retour progressif observé au cours des mois d'avril, mai, juin et une partie du mois d'aout 2020. Les raisons sont entre autres la difficulté de survie à Kigulube et surtout la quiétude observée dans les zones de retour, situation en lien avec la reddition des factions Raia Mutomboki de Ndarumanga, Mabala et l'arrestation du Chef de guerre Kokodikoko.

Secteur / Décompte		Observations/ recommandations				
	 <p>112 violations sont celles ayant été enregistrées au cours de ces trois derniers mois (septembre, octobre et novembre 2020). Il s'agit principalement de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 11 cas de viol dont 01 cas en septembre, 07 cas en octobre et 03 cas en novembre 2020, par les éléments de la milice. - 27 cas d'enlèvement commis par les éléments de la milice locale. - 29 cas de pillage commis dans les carrés miniers et divers villages par les éléments de la milice ; - 22 cas des travaux forcés commis par les milices certains agents de services de l'ordre pendant le mouvement de relève. - 11 cas d'arrestation arbitraire commis par certains éléments de force de l'ordre ; - 12 cas des coups et blessures commis par les éléments de la milice. 	<p>112 violations ont été enregistrées au cours de ces trois derniers mois. Elles ont été commises lors des incursions suivies des affrontements des factions Raia Mutomboki dans des villages et carrés miniers.</p> <p>S'agissant des cas de viol, les femmes et les filles sont surprises pendant les travaux champêtres dans leurs champs et d'autres prises de force par les miliciens pendant le déplacement. Suite à la rupture de kit PEP et pour des raisons socio coutumières, les femmes et filles survivantes de viol n'ont pas été assistées à temps.</p> <p>S'agissant des violations d'enlèvement et pillages, les milices y recourent pour leur survie. Pour les cas d'enlèvements, les milices exigent en majorité des rançons auprès des familles des victimes.</p> <p>Quant aux violations des travaux forcés et arrestations arbitraires dont certains éléments de force de l'ordre auraient été les auteurs ; ces cas interviendraient lors des patrouilles et de relève. Dans la plupart des cas, les victimes sont contraintes au transport des bagages d'une zone à une autre.</p> <p>Pour les cas d'arrestations arbitraires, l'on constate l'immixtion de certains services dans les affaires civiles surtout dans les carrés miniers.</p>				
Protection de l'enfance	 <table border="1"> <tr> <td># ES</td> <td></td> </tr> <tr> <td># Violations 1612</td> <td></td> </tr> </table>	# ES		# Violations 1612		<p>39 ESFGA dont 16 à Katenge, 10 à Luyuyu, 10 cas à Nzovu et 03 cas à Bwise. Il s'agit des enfants sortis des milices locales (Raia- Mutomboki). Ces cas concernent en majorité les années 2018 – 2019. Malgré les sensibilisations faites, les dirigeants de ces milices empêchent ces enfants de rentrer dans leurs familles respectives. Ceux qui se désolidarisent de ces groupes sont ceux qui se seraient échappés lors des affrontements avec les autres factions ou avec les FARDC...</p> <p>Pour le moment, il y aurait encore des enfants dans les rangs des milices dans la brousse. Cependant, pour les enfants déjà sortis, aucun mécanisme de protection n'est mis en place dans la zone pour répondre aux besoins de ces enfants. D'où risque que ces enfants soient une fois de plus repris par leurs anciens groupes pour les réintégrer du fait de la proximité de leurs villages avec les bastions miliciens.</p>
# ES						
# Violations 1612						
V B		Ces cas ont été enregistrés par la communauté.				

Secteur / Décompte			Observations/ recommandations
	# de cas identifiés	39 ESFGA	Une équipe de la MONUSCO (Child protection) a documenté ces cas.
	# de conflits intra-communautaires	03	Kigulube fait face à la récurrence des cas de conflit fondé sur le pouvoir coutumier. Ce conflit en grande partie, oppose les membres de la famille régnante au sein du groupement de Bamuguba Sud. Cependant, quelques cas de médiations ont été menés par les autorités coutumières locales mais la méfiance semble persister.
	ABRIS	Pas de site des déplacés	L'absence des sites des déplacés fait que ces derniers partagent les mêmes maisons avec les familles hôtes. La promiscuité observée réduit l'intimité des déplacés et crée le risque de multiples violations.
	AME	Pas d'articles ménagers essentiels	Les ménages déplacés vivent depuis leur arrivée à Kigulube sans assistance. Cette situation est liée aux contraintes budgétaires et d'inaccessibilité routière, poussant de nombreux humanitaires à orienter leurs activités vers les zones accessibles.
	EDUCATION	Gratuité de scolarité, mais faible infrastructure	Sur le plan éducatif, le groupement Bamuguba Sud se trouve dans la Sous division éducationnelle Shabunda 4. En général, la scolarité est gratuite au niveau primaire cette année scolaire. Néanmoins, les enfants sont soumis aux multiples violations des droits humains, notamment l'enrôlement, les arrestations arbitraires, les enlèvements, aux travaux forcés et aux mariages précoces. D'où la nécessité de renforcer des sensibilisations communautaires pour démobiliser les enfants des milices locales et les enrôler à l'école.
	SECAL	Abandon de la culture au profit d'exploitation minière	Sur le plan alimentaire, la zone évaluée connaît la famine suite à l'abandon de la culture par les membres de la communauté au profit de l'exploitation minière. A cette situation s'ajoute la situation d'impraticabilité de la route Nzibira-Bukavu, principale source d'approvisionnement des vivres et non vivres. Ce contexte confus est à l'origine de la rareté de divers produits vivriers, des faits qui par conséquent conduisent à la hausse exagérée des prix des denrées de première nécessité. Néanmoins, la Caritas Kasongo, avec le financement du Fonds Humanitaire (FH-RDC) va cibler 1 322 ménages déplacés dans la zone de santé de Mulungu (octobre 2020 à mars 2022) en assistance alimentaire et relance agropastorale.

Secteur / Décompte			Observations/ recommandations	
		<p>WASH et SANTE (et santé de reproduction)</p>	<p>Accès médical très limité. Pénurie d'eau à Kigulube conséquence d'assèchement des points d'eau.</p>	<p>Sur le plan de WASH, la zone évaluée peine à accéder à l'eau potable suite à l'assèchement des sources, ne permettant pas aux différents robinets installés par la Caritas Kasongo de couler. Pour faire face à la situation, des milliers des ménages recourent à l'eau d'autres sources sales afin de subvenir à leur besoin. D'où la présence des maladies d'origine hydrique.</p> <p>L'accès aux soins de santé pose problèmes aussi bien pour les familles d'accueil, que pour les déplacés. Depuis le départ de MSF-Espagne qui appuyait le centre hospitalier de Kigulube (jusqu'en avril 2020), les structures médicales se prennent en charge par le recouvrement des frais. Les déplacés éprouvent ainsi la difficulté d'accès aux soins vu leur faible pouvoir d'achat. Ils recourent aux soins traditionnels en cas de maladie.</p> <p>Les mêmes difficultés s'observent par rapport à la prise en charge des cas de violence sexuelle. Pendant plusieurs mois, les structures médicales se butent au problème de rupture des kits PEP, situation liée à l'absence des partenaires médicaux dans la zone et à la difficulté d'acheminement desdits kits à ces structures.</p> <p>Toutefois, l'équipe médicale du centre hospitalier de CHAHI (avec le financement de la MONUSCO), a appuyé depuis le mois de novembre le Centre de santé de la 5^e CELPA Kigulube. Cet appui est destiné à la prise en charge post urgence des survivantes de violence sexuelle identifiées et aux services psycho sociaux ainsi que l'appui en intrants médicaux.</p> <p>La principale difficulté connue par CHAHI est la restriction de transport pour l'acheminement des intrants de prise en charge à Kigulube faute de route. Outre la question de transport, il a aussi été fait mention de la difficulté dans la prise en charge en transport des survivantes venant des zones lointaines, mais aussi leur prise en charge en restauration et logement dans les structures de prise en charge.</p> <p>Ainsi, en plus de 11 cas de viol identifiés au cours de ces trois derniers mois, 105 autres cas n'ayant pas bénéficié de l'assistance en kit PEP ont été présentés à la structure précitée. Nombreuses de ces survivantes auraient après consultation fait état de cas de fistule ainsi que de prolapsus, nécessitant ainsi des interventions chirurgicales à Bukavu. Ces cas connaissent donc des difficultés de transport et les autres besoins spécifiques.</p>
		LOGISTIQUE	Inaccessibilité physique	<p>Du fait de son positionnement géographique (situé à l'ouest de Shabunda), la zone de santé de Mulungu a une ouverture vers la ville de Bukavu à partir de Nzibira. Il est actuellement inaccessible par voie routière. L'accessibilité physique de l'axe Nzibira- Nyalubemba – Kigulube limite ainsi l'accès humanitaire à plus de 8 112 ménages déplacés et 1932 ménages retournés.</p>

VII. Analyse du « Do no harm » (Ne Pas Nuire)

Les déplacés sont accueillis dans les familles d'accueil depuis leur arrivée à Kigulube, Nzovu et Kimibili. Les familles d'accueil partagent avec les déplacés tous les biens non alimentaires, les abris et les vivres. Les familles d'accueil ont été paupérisées par de multiples accueil et ne peuvent donc pas se constituer des réserves ni se faire des économies vu leur charge. Au regard de ce contexte, toute assistance humanitaire devrait rester sensible et ne pas exposer ses bénéficiaires au conflit. En plus des déplacés, l'assistance devra aussi prendre en compte l'intégration transversale de la protection et les besoins des vulnérables de la communauté d'accueil.

Annexe : photos

ⁱ ONG : Organisation Non Gouvernementale

ⁱⁱ APDE : Action pour la Protection et les Droits des Enfants

ⁱⁱⁱ Transcultural Psychosocial Organisation

^{iv} FARDC : Forces armées de la République Démocratique du Congo

^v SGBV : Sexual gender based violence

^{vi} GTPE : Groupe de Travail Protection de l'Enfance

^{vii} LTP : Logement, terre et propriété